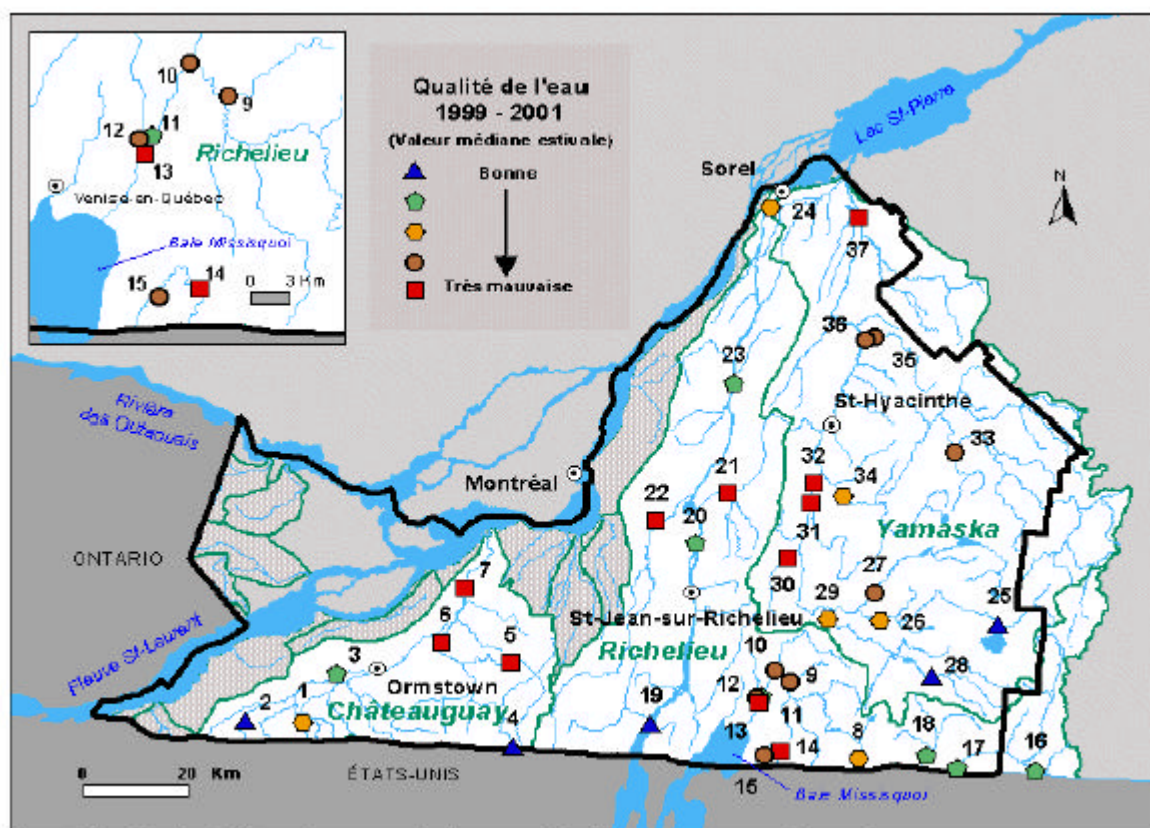




**Société de conservation et d'aménagement
du bassin de la rivière Châteauguay**
58, rue Saint-Joseph, Sainte-Martine, Québec J0S 1V0
Tél. : (450) 427-2555 Téléc. : (450) 427-5018
Châteauguay Watershed Management Agency

Position de la SCABRIC par rapport au développement durable de la production porcine au Québec



Carte 2.2 Qualité de l'eau des rivières de la région de la Montérégie en période estivale

(source : ministère de l'Environnement du Québec, 2002b, p. 15)

Présentée au
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
sur le développement durable de la production porcine au Québec

11 mars 2003
Saint-Hyacinthe

Table des matières

<u>INTRODUCTION:</u>	3
<u>POSITION DE LA SCABRIC:</u>	5
1. <u>LA RÉCUPÉRATION DE LA CAPACITÉ DE RÉTENTION ET DE LA CAPACITÉ DE SUPPORT DES ÉCOSYSTÈMES SONT DE LONGS PROCESSUS</u>	5
2. <u>SURPLUS DE PHOSPHORE DANS LE BASSIN VERSANT DE LA RIVIÈRE CHÂTEAUGUAY</u>	6
3. <u>DÉTÉRIORATION DE LA QUALITÉ DES SOLS ET DE L'EAU</u>	7
4. <u>TRANSFORMATION DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DES SOLS</u>	9
5. <u>TRANSFORMATION DE LA STRUCTURE DES COURS D'EAU</u>	10
6. <u>CALCUL DE LA CAPACITÉ DES SOLS EN PHOSPHORE</u>	11
<u>CONCLUSION :</u>	12
<u>LETTRES D'APPUI:</u>	16

Introduction:

La SCABRIC est un organisme de bassin versant qui a pour mission la conservation et l'aménagement du bassin versant de la rivière Châteauguay dans une optique de protection de la qualité de l'eau et des sols. L'organisme permet de réunir les utilisateurs de l'eau de tout le territoire du bassin versant du côté québécois. Son conseil d'administration regroupe des représentants de différents secteurs : municipal, agriculture, industrie, groupes environnementaux, groupes socio-culturels, santé, éducation et des citoyens de partout dans le bassin versant. La SCABRIC permet à ces intervenants de cibler et tenter de résoudre ensemble les problèmes qui se posent dans le bassin versant.

L'eau douce accessible est une ressource rare et précieuse sur notre planète. C'est pourquoi la SCABRIC considère que nous avons l'obligation de maintenir la qualité de l'eau lorsqu'elle est présente et qu'elle doit être améliorée lorsqu'elle n'est pas de bonne qualité. Cela doit permettre de retrouver les usages perdus de l'eau comme la baignade et les autres sports de contact avec l'eau. Ces principes sont clairement énoncés, mais d'une autre manière, dans la Politique nationale de l'eau rendue publique en novembre 2002 (Ministère de l'Environnement du Québec, 2002a).

Au Québec, la responsabilité de la pollution des cours d'eau incombe à plusieurs intervenants : les agriculteurs, les particuliers, les municipalités et les industries. L'apport des sources de contamination de l'eau autres que l'agriculture n'est pas chiffré, mais certains indicateurs sont connus. Dans le bassin versant de la rivière Châteauguay, toutes les municipalités, sauf une, ont leur système de traitement des eaux usées, 26% des résidences sont dépourvues d'un système d'épuration et ne sont pas reliées à un système d'égouts, ce qui représente environ 23 000 personnes, et il existe 25 industries qui ont des rejets au cours d'eau (Ministère de l'Environnement, 2002b). Ainsi, l'agriculture, telle qu'elle est pratiquée actuellement, est une source importante de pollution diffuse de l'eau. Ce fait est constaté dans plusieurs régions du Québec, incluant le bassin versant de la rivière Châteauguay. Il est important de souligner que c'est l'industrialisation de l'agriculture, définie comme l'augmentation de l'échelle des productions, l'intensification des cultures et des élevages par unité de territoire, la concentration des cultures et des élevages dans un territoire donné, l'augmentation du nombre et des superficies en monocultures et les changements dans la répartition du paysage (pertes de boisés et de milieux humides dans une unité de territoire), qui a entraîné plusieurs effets néfastes sur les milieux. On constate cette situation au Québec dans les deux secteurs du porc et du maïs, plus précisément dans les régions de Chaudière-Appalaches et dans l'Est de la Montérégie (Monderie, 2002). Dans le bassin versant de la rivière Châteauguay, les impacts de l'agriculture sont dus surtout aux grandes cultures de maïs et de légumes de transformation (haricots jaunes et verts et pois) (Ministère de l'environnement et de la faune et Société de conservation et d'aménagement du bassin de la rivière Châteauguay, 1996 ; Ministère de l'Environnement du Québec, 2002c).

Quelques actions volontaires ont déjà été entreprises pour tenter de réduire cette pollution diffuse. Deux documents législatifs ont été modifiés récemment en ce sens : le Règlement sur les exploitations agricoles (REA), qui oblige la mise en place de quelques éléments de protection de l'environnement et favorise la réduction de l'utilisation d'engrais et de pesticides, et la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables de 1996, qui est en vigueur dans deux MRC du bassin versant (Beauharnois-Salaberry et Haut-Saint-Laurent). La MRC Roussillon a

révisé son schéma d'aménagement, mais il n'est pas encore en vigueur, tandis que la MRC Jardins-de-Napierville doit le reviser à nouveau. Le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ), en collaboration avec le ministère de l'Environnement et l'Union des producteurs agricoles (UPA), a amorcé en 1992 la mise en place de sa stratégie phytosanitaire qui vise la réduction de la quantité de pesticides utilisés et des risques liés à leur emploi par la lutte intégrée et par la lutte raisonnée. Le MAPAQ et l'UPA, ont commencé à créer des clubs agro-environnementaux qui permettent aux agriculteurs d'avoir accès à l'expertise d'un agronome dans la gestion de leurs engrais minéraux et de leurs engrais de ferme (fumiers et lisiers) ainsi que de leurs pesticides ce qui vise à réduire les pertes d'intrants agricoles vers les cours d'eau. Le MAPAQ a aussi mis en place le volet 10 du programme Prime-vert de subventions pour les agriculteurs afin de soutenir financièrement ceux qui agissent pour la réduction de la pollution diffuse. Toutefois ces initiatives sont assez récentes et sont connues et utilisées par une minorité. À titre d'exemple, environ 25% des producteurs des quelques 20 000 fermes du Québec sont membres d'un club agro-environnemental (Ministère de l'Agriculture des Pêcheries et de l'Alimentation, 2002).

■ Plusieurs groupes présents dans le bassin versant de la rivière Châteauguay appuient la position de la SCABRIC au sujet du développement durable de la production porcine et de l'agriculture en général au Québec. Certains ont joint leur lettre d'appui au présent mémoire, d'autres produiront eux-mêmes un mémoire qui sera remis au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement.

Position de la SCABRIC:

Définition de l'agriculture durable par l'Organisation des nations unies –
organisation pour l'alimentation et l'agriculture (2003)

L'Agriculture durable doit préserver la terre, l'eau et les ressources végétales et animales, ne pas dégrader l'environnement et être techniquement appropriée, économiquement viable et socialement acceptable.

En partant du principe qu'il vaut mieux prévenir que guérir, la SCABRIC constate que le Québec n'est pas dans une situation d'agriculture durable, telle que définie par l'Organisation des nations unies – organisation pour l'alimentation et l'agriculture (ONU-FAO), et considère urgent d'entreprendre des actions afin que la situation soit corrigée dans les plus brefs délais.

La SCABRIC constate une série de faits entraînés par l'industrialisation de l'agriculture (comme définie dans l'introduction), telle que la production porcine pratiquée aujourd'hui sur une assez grande partie du territoire québécois. La SCABRIC trouve la situation préoccupante, car l'industrie porcine est en plein essor dans le bassin versant de la rivière Châteauguay (Ministère de l'Environnement du Québec, 2002d).

Avant de décrire les impacts de l'agriculture pratiquée actuellement sur les écosystèmes du bassin versant, il est important de savoir que

1. La récupération de la capacité de rétention et de la capacité de support des écosystèmes sont de longs processus

1.1 Définition des concepts :

- Capacité de rétention des écosystèmes : Ce qu'un écosystème peut retenir. Il peut s'agir de toutes sortes d'intrants (éléments nutritifs, contaminants, etc.)
- Capacité de support des écosystèmes : Nombre d'individus d'une espèce qu'un écosystème peut supporter sans impact sur le reste des composantes de l'écosystème. Par exemple, 100 fouille-roches gris (poisson dans la liste des espèces en voie d'être désignées menacées ou vulnérables) peuvent vivre dans la rivière Châteauguay. En absence de prédateurs, si plus de fouille-roches gris sont présents, il n'y a pas assez de ressources (nourriture et habitats) disponible pour qu'ils survivent de façon optimale jusqu'à l'âge adulte.
- Résilience des écosystèmes : Effet tampon qui permet à un écosystème de résister sans changements apparents à une certaine quantité de perturbations.

1.2 Faits:

À cause de la résilience des écosystèmes, les effets de changements dans les apports en éléments nutritifs tels que le phosphore et l'azote prennent souvent du temps à apparaître. Ce n'est que lorsque la capacité de résilience d'un écosystème est dépassée que les effets d'un changement apparaissent. Pour cette raison, la récupération de la capacité de rétention et de la capacité de support des écosystèmes sont de longs processus. Cela signifie que même si des améliorations valables sont apportées, elles prendront du temps avant d'être perceptibles. (Simard, 2002).

1.3 Position:

La SCABRIC considère important d'effectuer le suivi de la qualité de l'eau en tenant compte de plusieurs paramètres et en rendant les résultats accessibles et compréhensibles pour le public, surtout les individus et regroupements particulièrement touchés par les résultats, et cela dans des délais raisonnables, selon les usages prévus et les circonstances. Ainsi seulement, les citoyens pourront connaître la qualité de l'eau et avoir confiance en ces données, si c'est justifié.

Un tel suivi a lieu depuis quelques années dans plusieurs régions de la province. Cette initiative doit se poursuivre et s'améliorer. L'évaluation des nitrates, des nitrites et de l'ammoniac est effectuée dans les usines de traitement de l'eau et deux études ont été réalisées par le ministère de l'Environnement sur les eaux souterraines dans le bassin versant de la rivière Châteauguay. Malgré ces efforts, on en connaît peu au sujet des eaux souterraines, surtout en milieu agricole (Lamontagne, 2003 ; Rousseau, 2003). On en connaît un peu plus sur le comportement des composés azotés (azote ammoniacal, nitrates) dans les eaux de surface (Gangbazo *et al.*, 2003). On a observé une hausse des nitrates et nitrites présents dans les eaux de surface à certains endroits du bassin de la rivière Châteauguay (Ministère de l'Environnement du Québec, 2002b). Cette augmentation est expliquée par les « interventions d'assainissement urbain qui permettent de transformer les rejets d'azote de source biologique (azote organique et ammoniacal) et nitrates-nitrites et, d'autre part, par l'utilisation croissante des engrais azotés depuis 1979, tant de source minérale qu'organique » (Ministère de l'Environnement du Québec, 2002b).

L'état de la situation dans les cours d'eau du bassin versant de la rivière Châteauguay est tel qu'on constate un

2. Surplus de phosphore dans le bassin versant de la rivière Châteauguay

2.1 Faits:

Il est reconnu par le ministère de l'Environnement que le bassin versant de la rivière Châteauguay est actuellement, et cela depuis plusieurs années, en surplus de phosphore (Ministère de l'environnement et de la Faune et Société de conservation et d'aménagement du bassin de la rivière Châteauguay, 1996). Une compilation d'études sur la qualité de l'eau au Québec publiée récemment (Simard, 2002; Ministère de l'Environnement, 2002b) prouvent que la qualité de l'eau de la rivière Châteauguay et de tous ses affluents se détériore grandement entre la frontière américaine et le fleuve Saint-Laurent. La principale cause de cette détérioration est le phosphore provenant de l'industrie agricole, qui occupe environ 80% de la superficie du bassin et qui est en grande partie responsable de la pollution diffuse (Ministère de l'environnement et de la faune et Société de conservation et d'aménagement du bassin de la rivière Châteauguay, 1996; MAPAQ – Montérégie Ouest, 1999; Simard, 2002; Ministère de l'Environnement du Québec, 2002b).

Une carte des indices de qualité de l'eau est présentée en page couverture (Ministère de l'Environnement, 2002b).

2.2 Position:

Cet état de faits démontre pour la SCABRIC que les manières actuelles de gérer l'agriculture ne permet pas de maintenir la qualité de l'eau, alors qu'elles le devrait.

Plusieurs généralités concernant la pollution diffuse s'appliquent à la situation du bassin versant de la rivière Châteauguay.

3. Détérioration de la qualité des sols et de l'eau

3.1 Définition:

- Eutrophisation : L'eutrophisation a des effets négatifs qui limitent la vie aquatique (Ministère de l'Environnement du Québec, 2002e). C'est un phénomène causé principalement, au Québec, par l'augmentation des apports en phosphore aux cours d'eau lorsque la norme acceptée pour l'eutrophisation est dépassée (0,030 mg/l de phosphore total dans les rivières et 0,020 mg/l dans les lacs; Ministère de l'Environnement du Québec, 2002f). Plus spécifiquement, cela :
 - augmente la quantité de matières en suspension dans l'eau (auxquelles le phosphore était attaché) ;
 - augmente la sédimentation de ces matières ;
 - augmente la vitesse de reproduction des plantes aquatiques ;
 - change la couleur de l'eau change (elle devient soit plus verte, plus brune ou plus rouge, selon les espèces de plantes qui ont le plus proliféré et la couleur du sol auquel le phosphore était attaché) ;
 - réduit la quantité d'oxygène présente dans l'eau, car plus de plantes sont décomposées ;
 - peut entraîner la mort des poissons les moins tolérants (truites et saumons).Si ce sont des cyanobactéries produisant des substances toxiques qui ont profité le plus de l'apport en phosphore, les organismes présents peuvent mourir intoxiqués.

3.2 Faits:

«La culture de maïs donne souvent lieu à la surfertilisation dans l'espoir d'un meilleur rendement» (Painchaud, 1999). Hors, on retrouve dans le bassin versant de la rivière Châteauguay, plusieurs grandes cultures de maïs (Ministère de l'Environnement du Québec, 2002c).

Le phosphore et l'azote agricole proviennent à la fois des engrais et des fumiers présents sur les sols agricoles. Le phosphore s'attache aux particules du sol. L'azote, sous forme de composés azotés (nitrates, nitrites, ammoniac), se déplace librement avec l'eau. (Tremblay, 2002)

À cause des pratiques agricoles, le sol subit une forte érosion (Painchaud, 1999), à la fois par la pluie (surtout lorsque le sol est dégelé) et le vent (surtout lorsque le sol est gelé sur les terres laissés en labours et sans brise-vent). En plus, les surfaces exposées à l'érosion (surtout des terres agricoles) couvrent une grande partie du territoire du bassin versant, soit environ 80% (MAPAQ - Montérégie Ouest, 1999). Souvent, les bandes riveraines ne respectent pas la réglementation, ce qui fait que les particules du sol qui subit l'érosion ne sont pas retenues et se retrouvent rapidement dans les cours d'eau, entraînant l'augmentation du phosphore dans ceux-ci (Tremblay, 2002). Pour sa part l'azote est entraîné par la pluie et se dirige en grande partie dans les eaux souterraines et en plus faible quantité dans les eaux de surface (Tremblay, 2002).

Dans les eaux souterraines et les eaux de surface de l'aval du bassin versant de la rivière Châteauguay, on sait que la quantité de nitrates est sous les normes acceptées par un facteur de 10, autant en milieu agricole (Rousseau, 2003), qu'en milieu plus urbanisé (Lamontagne, 2003).

Dans le dépliant du ministère de l'Environnement du Québec (2002g) sur la qualité de l'eau en milieu agricole intitulé *L'utilisation des pesticides dans le maïs et le soya*, on peut lire :

Au Québec, les superficies en culture de maïs ont augmenté d'environ 29% entre 1996 et 2001. En 2001, elles atteignaient 499 000 hectares. De toutes les provinces canadiennes, c'est au Québec que le maïs a connu l'accroissement le plus marqué. L'importance de la production animale québécoise, notamment de la production porcine, qui assure un débouché pour le maïs grain [...], explique en bonne partie cette croissance. D'une part, le maïs est utilisé pour l'alimentation des porcs, d'autre part, c'est une culture dont les besoins en matières fertilisantes sont élevés, ce qui permet d'épandre une plus grande partie des lisiers produits par rapport à d'autres cultures.

Hors, les cultures, dans le mode de production actuel, tendent à être des monocultures sur de grandes superficies qu'on retrouve en grande partie dans le bassin versant de la rivière Châteauguay (Société de la faune et des parcs du Québec (FAPAQ), 2002). «Pourtant, sur le plan agronomique, cette pratique culturale n'est pas recommandée pour plusieurs raisons puisqu'elle favorise le tassement du sol, le développement de maladies et l'expansion des insectes et des mauvaises herbes» (FAPAQ, 2002).

Les sols entraînés dans l'eau augmentent donc la quantité de matières en suspension et de pesticides de synthèse dont l'utilisation est indirectement associée à la production porcine (FAPAQ, 2002). Dans le cas plus spécifique de la production porcine, la qualité de l'eau est affectée directement par les déversements de lisiers se produisant lorsque les fosses à purin se fissurent ou débordent (FAPAQ, 2002). La quantité de matières en suspension jumelée à l'augmentation de la quantité de phosphore favorisent l'eutrophisation des cours d'eau (FAPAQ, 2002). Il est maintenant connu que les pesticides de synthèse agissent sur les systèmes hormonaux de plusieurs espèces, ce qui entraîne le déclin des plus sensibles selon plusieurs études (Monderie, 2002; FAPAQ, 2002; Ministère de l'Environnement du Québec, 2002g; Bernier-Genest, 2003). On sait aussi que la présence de nitrates et, surtout de nitrites, est toxique pour la faune et rend l'eau non potable (Ministère de l'Environnement du Québec, 2002f).

3.3 Position:

La SCABRIC exige des changements de pratiques agricoles qui permettent le maintien de la qualité de l'eau aux endroits où celle-ci est encore bonne et l'amélioration vers la bonne qualité de l'eau ailleurs. Nous espérons que les exigences du règlement sur les exploitation agricoles (REA) (Ministère de l'Environnement du Québec, 2002h) sont réellement un autre pas en ce sens.

Afin d'assurer l'application des changements de pratiques agricoles, la SCABRIC exige également la mise en place de structures crédibles (transparence et intégrité) et compétentes (capacité des responsables et accessibilité des résultats).

La SCABRIC s'inquiète de voir l'augmentation de la production de lisier sous forme liquide, ce qui augmente le volume produit et facilite l'infiltration des nitrates et nitrites dans les eaux souterraines. Il ne semble cependant pas possible de modifier cette tendance, parce que cette pratique est encouragée par le ministère de l'Environnement du Québec et le MAPAQ qui subventionnent les installations pour la gestion des lisiers liquides.

4. Transformation de l'occupation et de l'utilisation des sols

4.1 *Faits :*

L'accroissement de l'agriculture à des dimensions industrielles a entraîné des pertes assez importantes de milieux humides et de zones forestières (comme cela a été défini dans l'introduction). En Montérégie, les milieux humides ont presque disparus du milieu rural, il n'en reste maintenant moins de 1% dans la vallée du Saint-Laurent (FAPAQ, 2002). Les milieux forestiers occupent maintenant environ 20% du territoire du bassin versant de la rivière Châteauguay (MAPAQ – Montérégie Ouest, 1999). Une façon d'augmenter les superficies d'épandage et de culture est de défricher les boisés, qui contiennent parfois des milieux humides (Ministère de l'Environnement du Québec, 2002e). Cette réduction importante d'espèces végétales et d'habitats fauniques a entraîné une perte de biodiversité qui est même qualifiée de désertification par Martin Ouellet, vétérinaire-chercheur qui a étudié les grenouilles dans la vallée du Saint-Laurent (FAPAQ, 2002; Monderie, 2002; Bernier-Genest, 2003). Les causes majeures de ces pertes sont : la fragmentation du paysage, la disparition des bandes riveraines, la disparition des haies brise-vent et l'augmentation des monocultures intensives (FAPAQ, 2002).

La fragmentation du paysage est le phénomène qui réduit et isole les parcelles de forêt dans une unité de territoire donnée (de quelques kilomètres carrés à la grandeur d'un bassin versant ou même d'un continent). «La fragmentation du paysage est considérée mondialement comme la principale cause de déclin de la biodiversité (Wilcox et Murphy, 1985)». Les bandes riveraines, qui font partie du paysage, permettent de retenir le sol en bordure des cours d'eau et de maintenir une certaine biodiversité. Les haies brise-vent, si elles sont assez larges, permettent de réduire l'érosion par le vent et de maintenir une certaine biodiversité. Les bandes riveraines et les haies brise-vent, si elles relient des parcelles de forêt, si ces dernières sont assez grandes, servent de corridor à plusieurs espèces et évitent l'isolement des populations. (FAPAQ, 2002).

4.2 *Position :*

Les agriculteurs doivent avoir les moyens de conserver une partie de leurs terres en boisé, de conserver les milieux humides et de posséder des bandes riveraines et des haies brise-vent sur leurs terres. Pour l'instant, certaines contraintes économiques (ex. : taxes, assurance-récolte, rentabilité de l'entreprise, les demandes du marché pour certaines cultures) et légales (politiques, lois, règlements) sont trop coûteuses et empêchent les agriculteurs d'agir de façon efficace pour l'environnement, par exemple en conservant hors-culture une partie de leurs terres. Pour éviter une surcharge en différents éléments dans un bassin versant donné, la SCABRIC considère que chacun des bassins versants, les sous-bassins aussi, devraient avoir un comité s'assurant que la partie boisée du territoire (superficie et répartition) est suffisante pour le maintien de la biodiversité, l'absorption des surplus d'intrants ou d'extrants agricoles et le maintien des sols dans les écosystèmes des régions agricoles. On devrait envisager de modifier certaines législations pour tenir davantage compte des réalités du milieu. En attendant d'avoir des moyens plus appropriés, des mesures compensatoires de protection du territoire devraient être mises en place pour les agriculteurs (ex. : exemption de taxes). Cela encouragerait les agriculteurs, qui perdent une part de leur revenus s'ils appliquent le règlement sur les exploitations agricoles (REA), à conserver des zones forestières (incluant les bandes riveraines et haies brise-vent) ou des milieux humides sur une partie de leurs terres.

La SCABRIC considère essentiel pour le maintien de la biodiversité, la conservation d'une variété de types de forêts et de milieux humides sur les différents types de sols présents dans les régions agricoles.

5. Transformation de la structure des cours d'eau

5.1 Faits :

Les modifications apportées aux cours d'eau en milieu agricole (redressement, reprofilage, recalibrage) de même que le drainage des milieux humides et l'abaissement de la nappe phréatique visant l'amélioration du drainage des terres cultivées afin d'en augmenter le rendement ont eu plusieurs impacts sur le milieu. (FAPAQ, 2002).

D'une part, cela a augmenté la densité des cours d'eau, a modifié leurs régimes hydrographiques et la diversité des profondeurs, donc des débits, qui permettent la biodiversité par la présence d'abris, de frayères et de sites d'alevinage des poissons. D'autre part cela a augmenté le nombre d'obstacles à la libre circulation des poissons dans les cours d'eau (traverses à gué, ponceaux inadéquats et barrages). (FAPAQ, 2002). Dans le bassin versant de la rivière Châteauguay, le phénomène des barrages est important, car on y retrouve au moins 37 barrages d'un mètre ou plus, peut-être même jusqu'à 51 (Ministère de l'Environnement du Québec, Centre d'expertise hydrique, 2003).

En plus, les modifications aux cours d'eau facilitent l'érosion hydrique et des berges, donc les pertes de sols vers les cours d'eau qui finissent par se colmater. En période d'étiage, les cours d'eau peuvent devenir intermittents, les espèces deviennent captives de fosses, l'eau se réchauffe, la quantité d'oxygène diminue et seules les espèces résistantes survivent. (FAPAQ, 2002).

Aussi, les cours d'eau perdent leur aptitude d'autoépuration suite à la réduction de la surface de contact entre les racines de plantes et le cours d'eau, ce qui diminue le prélèvement d'azote excédentaire. (FAPAQ, 2002).

Dans le bassin versant de la rivière Châteauguay, la plus grande partie des cours d'eau ont été modifiés pour l'agriculture. (Beaulieu, 2003)

5.2 Position :

La SCABRIC considère que les fossés et les cours d'eau de surface sont des écosystèmes contenant des habitats pour diverses espèces, peu importe leur débit, l'endroit où ils se situent ou leur permanence au cours d'une année, au contraire des définitions légales existantes de fossés et de cours d'eau. Ainsi, la SCABRIC croit que cette définition biologique de cours d'eau devrait être ajoutée aux définitions légales et que la réglementation devrait être ajustée en conséquence. En attendant de tels changements, la SCABRIC, ayant consulté un document produit par Me Bouchard (2002), juge plus adéquate la définition de cours d'eau de la *Loi sur la qualité de l'environnement (L.Q.E.)* et demande que la définition de cours d'eau de la *L.Q.E.* ait préséance sur la définition du *Code municipal (C.M.)*.

De plus, la SCABRIC exige qu'on ne modifie pas les rares cours d'eau qui ne l'ont pas encore été. Aussi, la SCABRIC exige que les cours d'eau qui sont encore de bonne qualité le restent.

6. Calcul de la capacité des sols en phosphore

6.1 *Faits:*

Dans le nouveau règlement sur les exploitations agricoles (REA) (Ministère de l'Environnement du Québec, 2002h), le calcul de la capacité d'épandage sur les sols ne tient pas compte de la capacité de rétention en phosphore de l'ensemble du bassin versant ni de la qualité de l'eau des cours d'eau de celui-ci. Il est donc impossible de savoir si les modifications dans les pratiques agricoles ont un impact sur les cours d'eau. Aussi, suite à la mise en place de ce règlement, les agronomes devront fournir au ministère de l'Environnement du Québec les résultats de leurs calculs.

6.2 *Position:*

La SCABRIC juge qu'il est essentiel qu'à l'avenir, la qualité de l'eau du bassin versant devienne un critère prioritaire pour l'évaluation de toutes les demandes qui pourraient augmenter la pression sur la qualité de l'eau pour un bassin versant donné. Cette qualité d'eau doit permettre tous les usages, incluant les sports de contact avec l'eau. L'utilisation des terres ne doit pas nuire non plus à la qualité du paysage autour des cours d'eau.

Les données qui concernent les sols, comme celles qui concernent l'eau, devront être accessibles et compréhensibles pour ceux qui veulent être au courant de l'état du milieu.

La gestion de l'eau et de ses usages doit se faire par bassin versant et doit être intégrée dans un plan directeur de l'eau qui doit lui-même faire partie des schémas d'aménagement des MRC concernées. La gestion du territoire doit être faite par les gens qui l'habite.

Conclusion :

L'association de chasse, pêche et plein-air les Balbuzards a bien résumé plusieurs inquiétudes des citoyens de la région (texte annexé) :

[...] Concernant particulièrement la chasse, il est intéressant de noter qu'environ 60% des jours de chasse sont réalisés en forêt privée, soit dans le sud du Québec, où l'agriculture et l'élevage porcin se développent de façon alarmante. Le maintien et la restauration des habitats pour la faune contribuent non seulement à l'économie régionale, mais aussi à la qualité de vie des citoyens : un environnement sain attire les gens. La faune et la nature sont des sources de bien-être pour les citoyens. La qualité des paysages, la proximité des milieux naturels, leur qualité et leur distribution sont autant d'intrants qui donnent à une localité une valeur comme milieu de vie. En milieu rural, l'industrie porcine a non seulement un impact négatif sur les activités fauniques pratiquées, mais elle constitue également un frein à leur développement. Un modèle de production basé sur le développement durable doit prendre en compte le potentiel de développement économique régional que possède la faune, tant pour les activités de prélèvement que pour l'écotourisme.

Afin de transformer la production porcine et l'agriculture pour qu'elles répondent aux exigences de l'agriculture durable, la SCABRIC demande :

1. Des suivis de qualité des cours d'eau et des eaux souterraines dans tous les bassins versants (incluant les paramètres nitrates et nitrites) doivent s'ajouter au suivi des sols du REA et ces données doivent être accessibles et compréhensibles.
2. De modifier les pratiques agricoles afin qu'elles n'entraînent pas la dégradation de la qualité de l'eau et permettent tous les usages de l'eau, incluant les sports de contact avec l'eau.
3. De donner aux agriculteurs le moyen de protéger certaines parties des terres sous forme de boisés et de milieux humides. En attendant des mesures plus complètes, compenser les pertes de revenus pour la conservation des milieux forestiers et humides, incluant la mise en place de haies brise-vent et de bandes riveraines.
4. De faire de la qualité de l'eau des cours d'eau des bassins versants un critère prioritaire dans l'autorisation des activités pouvant entraîner l'augmentation de la pression sur la qualité de l'eau. La qualité de l'eau doit permettre tous les usages de l'eau, incluant les sports de contact avec l'eau. Les impacts sur la qualité du paysage devraient également être considérés.
5. De laisser intacts les cours d'eau du bassin versant de la rivière Châteauguay qui n'ont pas encore été modifiés et ceux qui sont encore de bonne qualité.
6. D'ajouter, à toutes les définitions légales de cours d'eau et de fossé qui existent au Québec, que les cours d'eau de surface et les fossés sont des écosystèmes contenant des habitats pour diverses espèces, et d'ajuster la réglementation en conséquence. En attendant que ce soit fait, donner préséance à la définition de cours d'eau de la *Loi sur la qualité de l'environnement (L.Q.E.)* sur la définition du *Code municipal (C.M.)*, car la SCABRIC juge que la *L.Q.E.* est un peu plus adéquate.
7. D'assujettir la gestion du territoire pour chacun des bassins versants et des sous-bassins à l'obligation de préserver les écosystème et la biodiversité et d'éviter la fragmentation excessive du paysage tout en permettant le développement économique et en ayant l'approbation sociale.

8. La gestion de l'eau et de ses usages doit se faire par bassin versant et doit être intégrée dans un plan directeur de l'eau qui doit lui-même faire partie des schémas d'aménagement des MRC concernées. La gestion du territoire doit être faite par les gens qui l'habite.

Références :

- Beaulieu, Robert. 2003. *Entrevue avec Robert Beaulieu, ingénieur au MAPAQ – Direction régionale de la Montérégie-Ouest au sujet des cours d'eau dans le bassin versant de la rivière Châteauguay*. Le 29 janvier 2003 à Sainte-Martine (Québec).
- Bernier-Genest, Carle. 2003. «Source d'inquiétude : 2003 a été proclamée par l'Unesco année internationale de l'eau douce. Entrevue avec un jeune chercheur spécialisé dans l'étude des milieux humides et des malformations chez les grenouilles.» Section Société, *ICI*, Montréal, 9 janvier, p. 10.
- Bouchard, Me Daniel. 2002. *La gestion des cours d'eau municipaux*. 23 octobre, Lavery, De Billy avocats, p. 24-31.
- Gangbazo, G., D. Cluis et E. Buon. 2003. «Comportement de l'azote dans une rivière drainant un bassin versant agricole excessivement fertilisé». *Vecteur environnement* 36(1) : 58-67.
- Lamontagne, Charles. 2003. *Entrevue téléphonique avec Charles Lamontagne, ministre de l'Environnement (Québec) sur la situation des composés azotés dans le bassin versant de la rivière Châteauguay (lagunes de Mercier)*. Le 24 janvier 2003.
- Ministère de l'environnement et de la faune et Société de conservation et d'aménagement du bassin de la rivière Châteauguay. 1996. «État de l'écosystème aquatique du bassin de la rivière Châteauguay 1979-1994». Publications du Québec, Québec, 13p.
- Ministère de l'Environnement du Québec. 2002a. *L'eau, la vie, l'avenir : Politique nationale de l'eau*. Publications du Québec, Québec, 94p.
- Ministère de l'Environnement du Québec. 2002b. Portrait régional de la Montérégie, décembre 2002, 37 p. <http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/mandats/prod-porcine/documents/BIO17.7.pdf>
- Ministère de l'Environnement du Québec. 2002c. Présentation de Pierre Baril portant sur la portrait global de la qualité de l'environnement, 29 oct. 2002, 47 p. <http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/mandats/prod-porcine/documents/BIO10.pdf>
- Ministère de l'Environnement du Québec. 2002d. Présentation par Pierre-Hugues Boisvenu du portrait régional de la Montérégie, décembre 2002, 16 p. <http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/mandats/prod-porcine/documents/BIO17.7.1.pdf>
- Ministère de l'Environnement du Québec. 2002e. Présentation de Pierre Baril portant sur les impacts de la production porcine sur le milieu naturel, 28 oct. 2002, 24 p. <http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/mandats/prod-porcine/documents/BIO7.pdf>
- Ministère de l'Environnement du Québec. 2002f. *Critères de qualité de l'eau de surface au Québec*. Publications du Québec, Québec, http://www.menv.gouv.qc.ca/eau/criteres_eau/critere_m2.htm#phosphore , http://www.menv.gouv.qc.ca/eau/criteres_eau/critere_m2.htm#nitrates et http://www.menv.gouv.qc.ca/eau/criteres_eau/critere_m2.htm#nitrites
- Ministère de l'Environnement du Québec. 2002g. *Qualité de l'eau en milieu agricole – L'utilisation des pesticides dans le maïs et le soya - dépliant*, Publications du Québec, Québec, 8 p. http://www.menv.gouv.qc.ca/pesticides/maïs_soya/maïs-pesticide.pdf
- Ministère de l'Environnement du Québec. 2002h. *Règlement sur les exploitations agricoles en bref*. Publications du Québec, Québec, 42 p. http://www.menv.gouv.qc.ca/sol/agricole/Broch_Inter_72.pdf
- Ministère de l'Environnement du Québec, Centre d'expertise hydrique. 2003. *Liste des barrages en Montérégie*. <http://barrages.menv.gouv.qc.ca/>
- Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec. 2002. «Les membres du groupe de travail «Un environnement à valoriser» déposent leur troisième bilan annuel». *La terre de chez nous*, Longueuil, 28 novembre, vol. 73, no 42, p. 17
- Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec – Montérégie Ouest. 1999. Données obtenues à partir de photographies aériennes pour les MRC du bassin de la rivière Châteauguay.
- Monderie, Robert. 2002. *La loi de l'eau*. Corporation de développement et de production ACPAV, Télé-Québec et Radio-Canada, environ 53 minutes.

- Painchaud, Jean. 1999. «La production porcine et la culture de maïs : Impacts potentiels sur la qualité de l'eau». *Le naturaliste canadien*, hiver 1999 : 41-46. <http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/mandats/prod-porcine/documents/BIO38.pdf>
- Rousseau, Normand. 2003. *Entrevue téléphonique avec Normand Rousseau, ministre de l'Environnement (Québec) sur la situation des composés azotés dans le bassin versant de la rivière Châteauguay (région de St-Rémi)*. Le 4 février 2003.
- Simard, A. 2002. «Portrait de la qualité de l'eau des rivières du Québec 1999-2001». *Vecteur environnement* **35**(6) : p. 46-51.
- Société de la faune et des parcs du Québec. 2002. *Rapport sur les impacts de la production porcine sur la faune et ses habitats*. Publications du Québec, Québec, 72 p.
- Tremblay, Aubert. 2002. «Sauvé par la bande», présenté à la *Semaine verte* le 1^{er} décembre à 12h30 à Radio-Canada.
- Organisation des nations unies – organisation pour l'alimentation et l'agriculture. 2003. Définition de l'agriculture durable. In *Vecteur environnement*, janvier 2003. «Entrevue avec Pierre Baril, Sous-Ministre adjoint, Politique d'environnement d'activités agricoles et municipales, ministère de l'Environnement», **36** (1) : 14-21.
- Wilcox, B.A. et D. D. Murphy, 1985. Conservation strategy : the effects of fragmentation on extinction. *American Naturalist*, 125: 879-887, *cité dans* Société de la faune et des parcs du Québec. 2002. *Rapport sur les impacts de la production porcine sur la faune et ses habitats*. Publications du Québec, Québec, 72 p.

Lettres d'appui :



ASSOCIATION CHASSE, PÊCHE ET PLEIN-AIR LES BALBUZARDS

79, St-Joseph, Ste-Martine, QC, J0S 1V0

Le 28 janvier 2003

Conseil administratif SCABRIC
Ste-Martine, Qc

Ce texte de l'Association chasse, pêche et plein-air Les Balbuzards, remis à votre organisme ce soir, révèle les inquiétudes et les préoccupations de notre association, concernant l'expansion de l'industrie porcine, dans notre région, sur la faune et ses habitats.

L'industrie de l'élevage porcin a changé considérablement le paysage naturel du milieu agricole québécois. En effet, cette pratique altère la faune et ses habitats par l'eutrophisation des cours d'eau et la sédimentation, par le redressement des cours d'eau et la modification du réseau hydrographique, par le déboisement et la fragmentation forestière, par la perte de bandes riveraines et enfin, en réduisant les déplacements du poisson par l'introduction d'obstacles.

L'azote et le phosphore se retrouvant dans nos rivières, relié à l'excès de lisier épandu sur les terres agricoles, touche directement l'habitat du poisson. D'autres produits sont aussi contenus dans le lisier de porc, tels des coliformes, des métaux, des phénols, des acides gras et des solvants (Landry 1995). Tous ces nutriments et autres produits atteindront les milieux naturels et les espèces de poissons intolérantes à la pollution vont disparaître, réduisant ainsi la diversité faunique du milieu. Par ailleurs, un hectare en culture génère un ruissellement plus grand qu'un hectare de forêt (Beaulieu 2001), entraînant ainsi plusieurs sédiments dans les rivières. Le dépôt de ces sédiments dans le lit des rivières colmate les interstices du substrat et ainsi, engendre une perte d'habitat de reproduction (frayère) pour plusieurs espèces de poissons. La dégradation des habitats aquatiques réduit la qualité de la pêche, contribuant ainsi à la perte d'intérêt de la pêche sportive au Québec.

Une étude de Savoie et *al* 2002, révèle qu'entre 1990 et 1999, la Montérégie a perdu 6 678 ha de forêt en territoire agricole et 1543 ha en territoire non-agricole. La déforestation massive, qui se continue encore aujourd'hui dans les secteurs d'agriculture intensive, ne permet plus, dans certains cas, le maintien d'espèces animales forestières. La fragmentation du paysage est considérée mondialement comme la principale cause de déclin de la biodiversité (Wilcox et Murphy 1985). Les espèces, les plus susceptibles de subir les impacts négatifs de la fragmentation des îlots boisés sont les espèces qui ont besoin de grandes superficies d'habitat et celles qui, en raison de leur comportement, éprouvent de la difficulté à se disperser dans les terres agricoles pour rejoindre les fragments d'habitats forestiers (Faaborg et *al* 1993, Lord et Norton 1990, Temple et Cary 1988). Les boisés et forêts sont les principaux habitats pour les espèces de gibier comme le cerf de Virginie, l'orignal, l'ours, la gélinotte huppée et le lièvre d'Amérique. Pour maintenir des populations viables de ces espèces sportives, les boisés doivent avoir une superficie minimale et comprendre diverses classes d'âge de forêts (Ferron et *al* 1998). Ces îlots boisés doivent également être reliés entre eux par des corridors boisés afin de permettre les échanges génétiques entre les populations.

De plus, il est connu que la déforestation entraîne une augmentation de la température des cours d'eau, et ce, même en présence de bandes riveraines (Curry et *al* 2002, Saint-Onge et *al* 2001). La déforestation des abords de certains cours d'eau en vue d'augmenter les surfaces cultivables sur lesquelles on peut épandre du lisier de porc entraînera donc, des pertes d'habitat pour différentes populations de poissons par l'augmentation des températures des cours d'eau. Chaque espèce de poisson a une zone de tolérance thermique lui permettant de compléter son cycle vital. Des températures létales inférieures ou supérieures peuvent influencer la répartition géographique naturelle et l'abondance des espèces.

Les superficies boisées jouent ainsi un rôle important dans le maintien de la qualité de l'eau à l'intérieur du bassin versant et du même coup, assurent la diversification des habitats fauniques. Concernant particulièrement la chasse, il est intéressant de noter qu'environ 60% des jours de chasse sont réalisés en forêt privée, soit dans le sud du Québec, où l'agriculture et l'élevage porcin se développent de façon alarmante. Le maintien et la restauration des habitats pour la faune contribuent non seulement à l'économie régionale, mais aussi à la qualité de vie des

citoyens : un environnement sain attire les gens. La faune et la nature sont des sources de bien-être pour les citoyens. La qualité des paysages, la proximité des milieux naturels, leur qualité et leur distribution sont autant d'intrants qui donnent à une localité une valeur comme milieu de vie. En milieu rural, l'industrie porcine a non seulement un impact négatif sur les activités fauniques pratiquées, mais elle constitue également un frein à leur développement. Un modèle de production basé sur le développement durable doit prendre en compte le potentiel de développement économique régional que possède la faune, tant pour les activités de prélèvement que pour l'écotourisme.

L'Association chasse, pêche et plein-air Les Balbuzards votera une résolution dans le but d'appuyer la SCABRIC dans ses démarches auprès du BAPE dans le dossier de la production porcine au Québec, en autant que les points apportés ce soir, soient notés, retenus et annexés à votre mémoire. La fédération québécoise de la faune sera également informée de la situation et pourra ainsi intervenir dans le dossier dans le but de nous appuyer.

En espérant que les points soulevés par notre association seront appréciés, compris et intégrés à votre mémoire, veuillez agréer mesdames et messieurs du conseil d'administration de la SCABRIC, nos salutations distingués.

Mathieu Cantin
Technicien en environnement

Pour M. Yves Messier
Président de l'Association chasse, pêche et plein-air Les Balbuzards